

Recherche UCL

Les femmes, vecteur d'économie populaire et solidaire

Les recherches en genre et développement permettent une meilleure compréhension des rapports hommes/femmes au Sud. Elles rendent visible le rôle des femmes en tant qu'actrices de développement et non comme « bénéficiaires ». **Sophie Charlier**, professeur invitée au Centre d'études du développement, **travaille sur les différentes stratégies développées par des acteurs populaires**, hommes et femmes au sein de l'économie populaire et solidaire (notamment le commerce équitable) ainsi que sur le **pouvoir et le processus d'empowerment des femmes (autonomie)**- dans sa vision individuelle et collective. Ses recherches se font à partir d'un travail de terrain principalement en Amérique latine : Bolivie et Pérou dans des organisations d'artisans et paysannes (notamment faisant du commerce équitable) et au Sénégal avec des groupements de femmes transformatrices de produits alimentaires et des produits de la pêche.

Ses recherches mettent en évidence :

- **Une approche plurielle du développement. Entre modernisation et tradition**

Ses recherches ont montré que les pratiques d'économie solidaire répondent à une triple dimension : identitaire, économique et politique. Elles ont mis en évidence une approche d'une économie solidaire (populaire) impulsée par l'économie traditionnelle, fondée sur des pratiques de réciprocité et qui s'articule avec les principes de marché et de redistribution. Nous sortons de la vision unique de l'économie de marché mondialisée. Ce cadre d'analyse permet également de rendre visible l'apport des femmes à l'économie (souvent non monétaire ou non valorisée).

En Bolivie, l'approche du développement dans la société andine nécessite de prendre en considération les principes à la base de la cosmovision andine tels que : « l'échange », « la réciprocité » et « la complémentarité ». Les pratiques d'économie solidaire répondent à différents besoins : des besoins de base (de première nécessité), mais également des besoins liés à la participation à la gestion politique de la société (défense d'une manière de vivre en lien avec la terre- la pachamama) ainsi qu'à une vision de l'économie liée à l'échange tantôt monétaire, tantôt non monétaire. Elles sont un lieu où peut s'articuler la défense d'une vision traditionnelle de la société mais en même temps, ces **organisations de femmes échangent sur le marché international notamment par le biais du commerce équitable et sont ainsi confrontées à la modernisation** et à la nécessité de répondre à des critères de design, de normes occidentales.

Au Sénégal, on retrouve également, au sein des organisations de femmes d'économie solidaire, une priorité à la valorisation des produits locaux (céréales, fruits, produits de la pêche, etc.) et à **favoriser les liens entre les villes et les campagnes**. De plus les groupements participent à l'action politique sur les enjeux économiques nationaux.

- **Une approche des pratiques économiques qui répond à des besoins multiples, dont l'empowerment des femmes**

Les résultats des recherches de Sophie Charlier ont mis en évidence que, **si au départ, les femmes se mobilisent au sein d'organisations économiques pour améliorer leurs revenus et ainsi, leurs conditions et qualité de vie, très rapidement, on s'aperçoit que leurs logiques dépassent largement les aspects économiques**. L'organisation économique devient un **espace social** qui permet de tisser des liens entre les femmes, soit une sorte de « sécurité sociale ». De plus, l'organisation économique permet de développer tant leurs capacités individuelles que collectives : une conscience critique, une estime de soi et une confiance en elles sont activées. Les femmes acquièrent une certaine autonomie et **renforcent leur pouvoir** que ce soit au niveau de la sphère familiale et de son entourage, ou au sein des sphères politiques et économiques. On peut parler de l'acquisition d'un empowerment tant individuel (développement des capacités de choisir et d'agir sur sa propre vie -nécessite d'avoir accès au savoir, savoir être et à un minimum de bien, de droits, etc) ; que collectif visant le changement (social, qui remet en question les rapports de genre, changement au niveau des institutions).